



SIDE EVENT CGLU-AFRIQUE & ISESCO

" Améliorer la prestation efficace des services au niveau local: Défis et approches innovantes "

Judi 25 Juin 2019, de 10h50 à 13h00

Dans le cadre de la mise en œuvre des engagements globaux pour " **Le Monde Que Nous Voulons** ", pour promouvoir et ancrer des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, fournir un accès à la justice pour tous et mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux (ODD16); et rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables (ODD11), ainsi que les autres engagements du Nouvel Agenda Urbain, de l'Agenda-Climat, du Cadre de Sendai et de l'Agenda d'Action (AAAA).

Sur la base des 7 aspirations de "l'Afrique Que Nous Voulons" à travers l'Agenda 2063:

1. Une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable
2. Un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du Panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine,
3. Une Afrique où bonne gouvernance, démocratie, respect des droits de l'homme, justice et état de droit sont à l'ordre du jour
4. Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité,
5. Une Afrique dotée d'une forte identité, d'un patrimoine commun, et de valeurs et d'éthique partagées,
6. Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants, et,
7. Une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire forts, unie et influente sur la scène mondiale;

La vision directrice de l'Agenda 2063 est la vision de l'Union Africaine selon laquelle «Une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale.»

D'un autre côté, la Charte Africaine sur les Valeurs et Principes de la Décentralisation, la Gouvernance Locale et le Développement Local adoptée en 2014 à Malabo, stipule dans son article 10 sur l'inclusion, l'équité et l'égalité: "1. Les gouvernements locaux ou les autorités locales exercent leurs responsabilités et leurs missions de manière inclusive, équitable, et accordent un traitement égal à tous les résidents locaux pour s'assurer que les citoyens et résidents locaux ont un accès équitable aux services de qualité. "

Au cours des dernières années, les États et les gouvernements africains ont transféré des rôles, responsabilités et compétences importants aux gouvernements et autorités locaux, notamment en termes de services publics locaux et de fourniture de tels services publics locaux (état civil, eau, électricité, éclairage public, gestion des déchets, assainissement, transports urbains et mobilité, logement, routes, adresses, patrimoine culturel, etc. ...

En fait, l'une des premières missions des Gouvernements et des Autorités Locales, en particulier au niveau municipal, est de créer, organiser, gérer et fournir des services publics de qualité à la population, aux citoyens, aux usagers, aux habitants et aux communautés.

Cependant, plusieurs rapports, études et recherches ont mis en évidence les différents défis et obstacles auxquels les Gouvernements et les Autorités Locales sont toujours confrontés dans l'organisation et la gestion des services publics locaux, notamment en termes d'accessibilité financière, d'accessibilité, de qualité des services publics fournis, d'adaptation aux besoins et attentes des citoyens et des utilisateurs, et bien sûr de leurs performances. La question de la disponibilité des ressources humaines, financières, techniques et technologiques est l'un de ces défis et obstacles.

Malgré ces défis et obstacles, et avec le soutien des gouvernements centraux, l'engagement des dirigeants politiques locaux transformés et transformateurs, l'utilisation des TIC, les partenariats forts et durables et la coopération, Les gouvernements et les autorités locales africaines innovent dans la prestation de services publics locaux et adoptent résolument la qualité et le professionnalisme, performance et responsabilité.

À l'occasion du Forum sur la Fonction Publique des Nations Unies de 2019 qui se tiendra à Bakou, République d'Azerbaïdjan du 24 au 26 juin 2019, sous le thème « Atteindre les objectifs de développement durable grâce à une prestation de services efficace, à une transformation innovante et à des institutions responsables » qui comprendra une série d'ateliers et d'événements organisés par des partenaires au cours desquels divers éléments liés au thème général seront explorés plus en détail, Rappelant les défis auxquels les Administrations Publiques et les Services Publics Locaux au niveau local sont toujours confrontés en termes d'organisation, de gestion et de fourniture afin de répondre aux attentes, aux priorités et aux besoins des citoyens;

Enfin, dans le cadre du Partenariat Stratégique entre Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique), son Académie Africaine des Collectivités Territoriales (ALGA), l'Organisation Islamique pour l'Education, la Science et la Culture (ISESCO) et ASAN en République d'Azerbaïdjan.

CGLU-Afrique, ISESCO et ASAN ont organisé un Side event sur " **Améliorer la prestation efficace des services au niveau local: défis et approches novatrices** " le mardi 25 juin 2019, de 10h50 à 13h00, avec pour objectif principal d'explorer les principaux défis de la prestation des services publics locaux et de partager les initiatives de transformation innovantes des collectivités locales.

<p>Programme du SIDE EVENT</p>	
<p>Heure</p>	<p>Activities</p>
<p>10h30</p>	<p>Accueil et inscription</p>
<p>10h50</p>	<p>Ouverture officielle</p> <p>Introduction du Side Event par Dr Najat Zarrouk, Directrice de l'Académie Africaine des Collectivités Territoriales de CGLU-Afrique, Vice-Président du réseau l'APS-HRMNet, Maroc</p>
<p>11h00 – 12h00</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Dr. Aizhan Smailova, Spécialiste de programme, Direction des Relations Extérieures et de la Coopération : " Service public dans les États membres de l'ISESCO: l'expérience réussie d'un système de gouvernement électronique ", ISESCO, Rabat. - Mr Bourahima Sanou, Maire de la Commune de Bobo-Dioulasso, Vice-Président de l'Association des Municipalités

	<p>du Burkina Faso: " La ville de Bobo-Dioulasso face à la localisation des ODD: promouvoir le partenariat pour un territoire, durable et axée sur le citoyen, et présentant les meilleures pratiques en matière de prestation de services publics ", Burkina Faso.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Rahmatouca Sow, Directrice de Cabinet adjoint de la ville de Dakar: "Dakar: une gouvernance inclusive pour répondre aux ODD ", Senegal. - Mme Adiza Lamien Ouando, Présidente du groupe de réflexion et d'action Negabonon " Penser l'Afrique, agir avec les Africains" et expert en genre et autonomisation des femmes: "Services sociaux de base de qualité: Rôle de la société civile: voix des citoyens et quel dialogue avec les gouvernements locaux?", Burkina Faso. - Mr Bernard Mbayo, Conseiller, de la ville de Jinja: "Atteindre les objectifs de développement durable par le renouvellement des infrastructures urbaines: perspectives et expériences de la communauté au sein du Conseil Municipal de Jinja du projet USMID", Uganda. - Dr Najat Zarrouk, Directrice de l'Académie Africaines des Collectivités Territoriales de CGLU-Afrique, Vice-Présidente du réseau APS-HRMNet: " Investir dans le capital humain au niveau local pour répondre aux besoins des citoyens et du développement durable ", Maroc.
12h00- 12h15	Pause café
12h15 – 13h00	Discussion générale
13h00	Suite et conclusion

Sur la base des expériences de la ville de Dakar (Sénégal), la ville de Jinja (Ouganda), la commune de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), Groupe de réflexion et d'action Negabonon "Penser l'Afrique, agir avec les Africains" du Burkina Faso, Kazakhstan, de la gestion des déchets à Azerbaijan/Baku, et l'Académie de CGLU-Afrique (ALGA), le Side Event débouche sur les conclusions et recommandations suivantes:

- 1.** Les Gouvernements Locaux doivent travailler sur des questions clés pour promouvoir la dignité humaine, les droits de l'homme et le développement durable ;
- 2.** Une prestation de service public efficace suppose la création d'un cadre juridique, l'accès à l'information, les interactions et les transactions entre fournisseurs et utilisateurs, l'utilisation et l'investissement dans les TIC et le E-Gouvernement, afin d'ancrer une transformation concrète ;
- 3.** Le rôle des États et des Gouvernements Locaux dans la mise en place d'infrastructures et d'équipements performants contribuant au développement économique et social ;
- 4.** Investir dans la formation, le renforcement des capacités et l'autonomisation des Gouvernements Locaux (élus locaux et ressources humaines locales), ainsi que la société civile (ODD, la localisation des ODD, la gestion des déchets, l'implication des citoyens, etc.);
- 5.** Investir dans l'éducation et l'engagement des citoyens en tant que pilier essentiel du développement durable;
- 6.** Donner plus de pouvoir à la Société Civile - en tant que vrai visage de la société et des citoyens - pour lui permettre de jouer son rôle clé dans le changement politique et social,
- 7.** Promouvoir des financements innovants à la fois pour les Gouvernements Locaux et les Organisations de la Société Civile, y compris pour la formation, le renforcement des capacités, l'apprentissage et l'autonomisation ;
- 8.** Créer des espaces de dialogue, de concertation et d'échange entre les Gouvernements Locaux et les Organisations de la Société Civile (ONG);
- 9.** Promoting inclusive and participatory approaches at all levels;
- 10.** Existence de meilleures pratiques, par exemple en gestion des déchets (Baku, Kazakhstan...);
- 11.** Promouvoir des partenariats gagnant-gagnant

Les participants ont accepté de proposer la conception d'une offre de formation sur la prestation efficace de services au niveau local, fondée sur les meilleures pratiques existantes dans le monde, en particulier en Azerbaïdjan (ASAN), Kazakhstan et les villes africaines, avec le soutien de l'UNDESA, de l'ISESCO, CGLU-Afrique/l'Académie Africaine des Collectivités Territoriales (ALGA) et ASAN.



Nous devons souligner le fait que plusieurs recommandations de ce Side Event ont été intégrées dans le rapport général de l'UNPSA 2019, à savoir:

- 1.** La promotion de financements innovants tant pour les Gouvernements Locaux que pour les Organisations de la Société Civile, y compris la formation, le renforcement des capacités, l'apprentissage et l'autonomisation, est essentielle ;
- 2.** Institutions et renforcement des capacités grâce à l'investissement dans le capital humain ;
- 3.** Les défis des capacités et des compétences ;
- 4.** Le rôle de la formation et du recrutement de profils;
- 5.** Promotion de la Budgétisation Participative.

CGLU-Afrique et son Académie Africaine des Collectivités Territoriales (ALGA) souhaitent exprimer leur sincère gratitude à l'ISESCO, à UNDESA et à ASAN pour leur confiance, leur soutien et toutes les facilités qui ont permis l'organisation de cette manifestation parallèle.